

LE MINISTRE DES TRANSPORTS L'A ANNONCÉ HIER

Le permis à points, dès cette année

A en croire les déclarations de Boudjemaâ Talai, le projet de loi relatif au permis à points serait en circulation entre les institutions concernées pour sa mise en application les prochains mois. Une mesure qui ne limitera, selon lui, que partiellement les accidents de la route dont le facteur humain est responsable à près de 98%.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - La conception et la production des permis à points ont déjà été confiées, février dernier, à HB Technologies, une entreprise algérienne privée, spécialiste dans la fabrication des cartes intelligentes depuis plus de dix ans. Toutefois, cette commande semble avoir quelques trains d'avance puisque le dossier des permis à points est toujours en passation au niveau législatif.

En l'attente de la probation des institutions habilitées pour le permis à points qui s'appliquera probablement «au courant de l'année», le ministre des Transports, Boudjemaâ Talai, dit que d'autres dispositions complémentaires seront «nécessaires».

Ces compléments de mesures passent, évidemment, par l'élévation des sanctions pécuniaires et des amendes pour «plus de rigueur dans le respect du code de la route».

Le permis à points n'étant pas en mesure, à lui seul, «d'éduquer le conducteur et de limiter des comportements souvent irrespon-

sables». En effet, malgré la chute du nombre des accidents de la route de 15,73%, entre 2015 (35 199) et 2014 (41 771), il n'est pas sans rappeler que près de 97,97% de ceux-ci sont occasionnés par le facteur humain. Seulement 1,08% est dû à l'état des routes et à l'environnement et 0,95% affecté aux véhicules.

En marge du lancement de la campagne nationale de sensibilisation contre les accidents de la route, B. Talai, accompagné du wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, a fait état d'un bilan de plus de 4 600



Photo : DR

Objectif, imposer plus de rigueur dans le respect du code de la route.

décès et 55 000 blessés engendrés par ces derniers.

Le plus tragique n'est pas le coût financier de leur prise en char-

ge estimée à 1,5 million de dinars pour la trésorerie publique ; mais que la tranche d'âge 18 ans-25 ans demeure la plus touchée par ce ter-

rorisme routier. Effectivement, chaque année, près de 1 700 citoyens obtiennent leur permis de conduire et ce sont majoritairement des jeunes. C'est justement là que la sensibilisation doit prendre racine ainsi qu'au sein des 6 800 auto-écoles à travers le territoire national. Imposer plus de rigueur dans le respect du code de la route aux conducteurs doit passer par l'exiger aux établissements.

Les pratiques de distribution de permis de complaisance ou pré-payés sans obligation de succès aux examens de conduite sont devenues une normalité. Tout comme la récupération des permis de conduire saisis pour délit ou infraction. Effectivement, cette rigueur doit être dictée à l'ensemble du système et parties prenantes régissant la circulation routière.

N. B.

SON PROJET DE LOI SERA PRÉSENTÉ AU GOUVERNEMENT EN FIN DE SEMAINE

Le transport maritime intervilles «bientôt» une réalité

Enfonçant des portes ouvertes, Boudjemaâ Talai a déclaré que le littoral algérien dispose d'énormes potentialités touristiques où le développement du transport maritime est «stratégique». Selon les déclarations du ministre, il est actuellement question d'un projet de loi concernant le transport maritime intervilles. Un plan qui sera exposé au gouvernement «au courant de cette semaine», a-t-il ajouté.

B. Talai dit vouloir dynamiser ce type de transport afin d'investir l'économie touristique et désengorger les voies routières. A rappeler que la navette maritime Alger-Béjaïa inaugurée en octobre dernier est la seule de ce genre. Une ligne qui admet, outre l'avantage touristique, un désavantage de prix considérable dans la mesure où les tarifs du billet varient entre 500 DA et 1

200 DA. Soit le triple du transport routier et le double du ferroviaire.

C'est également en octobre dernier que B. Talai avait annoncé «le lancement prochain» de lignes à l'Ouest, entre Oran et Mostaganem en passant par Arzew, à l'Est entre Skikda et Annaba, et au Centre entre Alger et Cherchell en passant par Tipasa.

N. B.

LE DG DE LA SÉCURITÉ SOCIALE L'A DÉCLARÉ HIER :

«Le système du tiers-payant sera révisé»

Changement en perspective concernant le remboursement des médicaments et autres prestations médicales. Selon le directeur de la Sécurité sociale du département du travail, de l'emploi et de la Sécurité sociale, M. Djaouad Bourkaïb «système du tiers-payant sera profondément revu, à travers notamment l'intégration d'une nouvelle gamme de prestations médicales devant prétendre au remboursement par la Caisse nationale de sécurité sociale (Cnas)».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Pour ce haut responsable du ministère du Travail qui intervenait sur les ondes de la radio nationale, «le système du tiers-payant sera revu de fond en comble pour permettre aux malades chroniques d'en bénéficier auprès des laboratoires d'analyses médicales et des centres de radiologie».

Rappelant la gamme des pathologies déjà couvertes par la Cnas, il a fait savoir que celle-ci sera élargie à d'autres prestations, telles que l'oxygénothérapie à domicile, les consommables des implants cochléaires, la lunetterie pour enfants en âge scolaire et préscolaire, etc. Néanmoins, la même source a indiqué que «cette mesure sera assujettie à «des protocoles de soins» devant être établis par le médecin traitant, l'intérêt étant de connaître, dans l'année, comment doit être suivi le malade». Cette révision attendue du système du tiers-payant fait suite à l'état que connaît depuis plus d'une année la Sécurité sociale.

Selon M. Djaouad Bourkaïb, cette révision a pour objectif de «préserver les équilibres financiers du système de Sécurité sociale», rappelant que le système du tiers-payant constitue «le secret de l'amélioration et du développement de l'accessibilité des malades aux soins», tout en assurant de l'existence d'un «équilibre financier global» de la caisse, en dépit de la conjoncture économique que traverse le pays.

Abordant le remboursement du médicament, M. Bourkaïb a également fait part d'un projet de «révision des marges pour les pharmaciens et les grossistes, de sorte à encourager la production nationale et la rentabilité», sans pour autant «qu'il y ait «d'impact négatif» sur les institutions telles que la Sécurité sociale». Ce projet, a-t-il clarifié, est endossé par une commission interministérielle pilotée par le département du commerce, laquelle a élaboré une étude «approfondie» sur la ques-

tion. Il a, en outre, annoncé l'application, à l'avenir, du code «Data Matrix», lequel assure une traçabilité «très fiable» du médicament, permettant de lutter contre les abus, les fraudes, les malfaçons et contrefaçons.

Il conclut son intervention en précisant que «la politique de remboursement du médicament en Algérie répond, dit-il, à trois préoccupations : assurer une accessibilité des malades aux traitements essentiels, mettre en œuvre des mesures contribuant à l'usage

du générique et agir dans le sens du développement d'une industrie pharmaceutique nationale».

Rappelant que l'Algérie est classée parmi les pays les plus avancés en matière d'accès aux traitements, l'invité de la radio nationale dira que 11,6 millions de cartes de remboursement de soins ont été distribuées aux assurés bénéficiant, précise-t-il, à plus de 38 millions de personnes.

A. B.

CLÔTURE DU JUMELAGE ENTRE L'ALGEX, BUSINESS FRANCE ET ADVANTAGE AUSTRIA

La France se félicite de la qualité de son partenariat avec l'Algérie

Le jumelage entre l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex) et ses équivalents français et autrichien, Business France et Advantage Austria, a été clôturé hier à la faveur d'une cérémonie organisée au siège de cet organisme à Alger.

La cérémonie de clôture du jumelage entre l'Algex, Business France et Advantage Austria, réussie avant les délais impartis, était l'occasion pour les diplomates représentant les pays partenaires, notamment la France, de discuter sur la solidité des relations avec l'Algérie. Après la brouille dans ses relations avec l'Algérie, provoquée par le tweet du Premier ministre Manuel Valls diffusant une photo d'un Bouteflika affaibli par la maladie, la France a réitéré, par le biais du chargé d'affaires de son ambassade, sa «fierté d'être le premier investisseur étranger en Algérie».

En effet, annoncé pour rehausser de sa présence la

cérémonie de clôture de ce jumelage institutionnel, l'ambassadeur de France à Alger, Bernard Emié, a délégué son chargé d'affaires Jean-Baptiste Faivre. Ce dernier, qui a souligné que la relation entre l'Algérie et la France s'inscrit dans la durée, a noté la volonté de son pays à construire «un partenariat équilibré qui marche sur ses deux jambes».

Selon ses termes, le maître mot de la relation entre les deux pays reste la «confiance». Jean-Baptiste Faivre, qui a détaillé l'apport de son pays dans le cadre de ce jumelage entre l'Algex, Business France et Advantage Austria, a soutenu

que la France est le premier partenaire de la diversification de l'économie algérienne. «En témoigne la forte présence des chefs d'entreprises dans la délégation accompagnant le Premier ministre lors de la réunion du Haut comité intergouvernemental tenue récemment à Alger», a-t-il dit. Et d'ajouter : «Nous ne considérons pas l'Algérie comme un débouché commercial mais, une plateforme pour la production et l'exportation vers les marchés africains et moyen-orientaux.»

L'ambassadeur d'Autriche à Alger, Franziska Honsowitz-Friessnigg, présente à cette cérémonie, a discourté dans le même sens, se félicitant des avancées réalisées dans les relations entre son pays et l'Algérie. «L'Algérie est un partenaire stratégique avec lequel nous œuvrons pour construire une relation gagnant-gagnant.

La diversification de l'économie se pose aujourd'hui comme un défi contraignant pour l'Algérie à cause de la chute des prix du pétrole et ce jumelage contribue à l'aider pour améliorer ses capacités exportatrices», a-t-elle déclaré, en rappelant que ce jumelage institutionnel est le troisième qu'elle a eu à engager depuis son arrivée en poste à Alger en octobre 2014.

Il convient enfin de noter que ce jumelage entre Algex, Business France et Advantage Austria, financé par l'Union européenne, a consisté en un soutien technique pour l'amélioration des méthodes de travail de l'Algex à travers la formation des personnels de l'agence, le renforcement de ses capacités opérationnelles et de ses outils analytiques et la structuration de l'activité «intelligence économique».

L. H.